

**Le très hon. M. Gardiner:** Monsieur le président, si l'on me permet, je répondrai à une question qu'a posée au début le député de Winnipeg-Sud. J'espérais, lorsqu'il l'a posée, que nous pourrions en arriver à l'étude des divers crédits, à propos desquels j'aurais pu lui répondre. Je ne sais pas si je puis donner une réponse complète à sa question. Tout ce que je puis dire, c'est qu'on a annoncé dans les *Procès-verbaux* d'aujourd'hui une mesure tendant à remédier, du moins en partie, à la situation dont souffrent les agriculteurs en raison des événements qui se sont produits au Manitoba et dans la région nord-est de la Saskatchewan.

J'espérais pouvoir avancer quelque peu l'étude des crédits et débattre cette question, mais cela n'a pas été possible. J'avais l'intention de m'absenter toute la semaine prochaine, mais, étant donné la tournure qu'a prise le débat ce soir, je rentrerai jeudi prochain pour reprendre alors le fil du débat, si possible.

**M. Knowles:** La session sera peut-être terminée.

**Le très hon. M. Gardiner:** Dans l'inter-valle, j'étudierai le cas des régions de l'Ouest qui ont des difficultés. Pour l'information de ceux qui estiment que nous devons savoir ce qui se fait aux États-Unis, je dirai que je me rencontrerai à Regina, au cœur même de la région éprouvée, avec le secrétaire à l'agriculture des États-Unis, M. Ezra Benson. Si nous abordons jeudi prochain le détail des affectations du ministère de l'Agriculture, la discussion sera probablement plus fructueuse que celle que nous aurions pu avoir ce soir.

Néanmoins, j'espère qu'à la fin de la semaine prochaine nous serons un peu mieux disposés à les adopter, au lieu de chercher à en retenir l'adoption.

Nous n'avons pas accompli grand chose ce soir, mais nous avons appris certaines choses. J'aimerais dire au préopinant que j'espère bien, lorsque nous reprendrons l'examen des crédits, pouvoir lui démontrer que la plupart des observations qu'il a faites ce soir ne sont pas conformes à la réalité. Le principal argument qui le prouve n'exigerait que quelques paroles en ce moment. Depuis que nous

sommes ici, nous avons affecté des sommes considérables à l'agriculture, malgré ce qui a été dit. Je comprends bien qu'on puisse dire: "Tout cet argent a été dépensé en pure perte." Mais ce n'est pas vrai, non plus.

Simplement pour indiquer que la situation ne correspond pas exactement à la description qu'en a donnée le préopinant, je lui déclare que nous dépensions environ 10 millions par année à l'égard de l'agriculture quand le gouvernement actuel a pris le pouvoir, et nous l'avons fait pendant un peu de temps par la suite. Nous dépensions maintenant quelque 100 millions par année. On pourra dire que le dollar vaut la moitié de ce qu'il valait à cette époque. Même à ce compte-là, il s'en faut de beaucoup qu'on puisse dire qu'il ne se dépense pas plus d'argent aujourd'hui à l'égard de l'agriculture qu'auparavant.

**Des voix:** Il est dix heures.

**Le très hon. M. Gardiner:** Oui, il est dix heures, mais j'ai une autre observation à formuler. Je veux simplement signaler que les 14 millions de dollars de subventions dont l'honorable député parle tant au sujet de l'or, ne sont pas une somme très considérable, comparativement à ce que nous dépensions à l'égard de l'agriculture.

**Des voix:** Dix heures.

(Le crédit est réservé.)

Rapport est fait de l'état de la question.

#### TRAVAUX DE LA CHAMBRE

**L'hon. M. Sinclair:** Lundi, nous reprendrons la suite du débat sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi sur la Production de défense et nous passerons ensuite au bill n° 3 relatif aux améliorations de cours d'eau internationaux. Nous aborderons ensuite la résolution visant la modification de la loi sur les subventions aux municipalités et, lorsque ce débat sera terminé, nous passerons à la deuxième lecture du bill n° 452 concernant les prêts aux pêcheurs.

**M. Nowlan:** Le ministre n'est-il pas optimiste?

(A 10 heures 5 minutes du soir, la séance est levée d'office en conformité du Règlement.)